

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 24 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LE FOUGERAIS

6, rue des landes
85140 L'OIE

Nos Références : 26-0571 VJ/BB
Code AIOT : 0058502187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 février 2026 dans l'établissement EARL LE FOUGERAIS, implanté au 6 rue des Landes - 85140 L'OIE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LE FOUGERAIS
- 6, rue des landes - 85140 L'Oie
- Code AIOT : 0058502187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°24-DCPATE-114 du 8 avril 2024 pour un élevage de 96000 emplacements de volailles dans deux bâtiments de 1500 m².

Un courrier préfectoral du 26 février 2025 a validé la construction d'un hangar de stockage de paille et copeaux avec toiture photovoltaïque (classement ICPE en rubrique 1530 sous le régime de déclaration)

Un courrier préfectoral du 12 janvier 2026 a validé le projet de construction de deux nouveaux bâtiments de 1800 m² chacun, l'augmentation des effectifs à 120 492 emplacements de volailles, l'extension du hangar de stockage pour l'installation d'une chaudière à bois et le stockage de copeaux de bois et le stockage de fumier. Une mise à jour de la gestion des effluents a également été actée.

La gestion des effluents de l'élevage est connue pour de l'épandage d'une partie des fumiers sur les parcelles de deux prêteurs de terres, le reste étant exporté vers l'unité de méthanisation voisine BIOLOIE.

Le jour du contrôle les deux bâtiments supplémentaires sont en cours de construction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
14	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Demande d'action corrective	2 mois
17	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Conforme
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Conforme
3	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Conforme
4	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Conforme
5	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Conforme
6	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Conforme
8	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	Conforme
10	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Conforme
12	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Conforme
13	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Conforme
15	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Conforme
16	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations du GAEC sont propres et bien tenues. Les anomalies relevées parmi les points contrôlés concernent l'absence d'enregistrement des consommations d'eau provenant du forage, l'absence ou l'incomplétude des bordereaux de livraison des fumiers et l'absence de signalisation de la fosse recueillant les eaux de lavage des bâtiments d'élevage.

2-4) Fiches de constats

Plan du site



N° 1 :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, les 2 bâtiments sont en vide sanitaire depuis novembre 2025. Le contrôle des bons de livraison du dernier lot produit fait état de la mise en place de 64260 poulets. Cet effectif est conforme à l'autorisation de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Le jour de la visite, le site est en chantier. Les travaux de construction de deux bâtiments d'élevage supplémentaires sont en cours. Ce projet de construction de 2 bâtiments de 1800 m² chacun avec augmentation de 24492 emplacements, soit 120492 emplacements a fait l'objet d'un donner acte le 12 janvier 2026. Ce projet intègre également l'extension du hangar de stockage qui servira à l'installation une chaudière à bois à la place de la chaudière à gaz (en cours d'installation), au stockage du bois et au stockage de fumiers.</p> <p>Des travaux sont également en cours pour installer les canalisations d'eau chaude pour le chauffage, la canalisation eau du réseau public ainsi que le réseau électrique. Le terrassement permettant d'installer une citerne incendie est également en cours de réalisation. Elle est située entre les bâtiments d'élevage existants et le hangar de stockage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Préservation de la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7

Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.

Constats :

La végétation existante est préservée et l'exploitant a implanté une haie entre les deux bâtiments déjà existants et les deux nouveaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Constats :

Un plan des zones à risques a été réalisé dans le cadre du dernier dossier de demande de modification déposé en 2025.



Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
--

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Constats :

Les locaux sont propres et bien entretenus.

L'exploitant détient un contrat de dératisation avec la société AHS Julien Travers aux HERBIERS. La dernière intervention a été réalisée le 15 décembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
--

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

Constats :

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
--

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Des modifications ont été réalisées dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie du site. La réserve d'eau située au bout des bâtiments existants sert désormais de stockage des eaux de lavage (pour les 4 bâtiments d'élevage). Le projet inclut donc la mise en place d'une citerne souple de 120 m³ positionnée de façon à défendre l'ensemble des installations du site. Le terrassement permettant d'accueillir cette citerne est en cours de réalisation. L'emplacement a été validé par le SDIS (service départemental d'incendie et de secours). Un devis a été réalisé en décembre 2023, mais il n'est pas signé.

La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs dont la vérification a été réalisée le 3 octobre 2025 par la société SAFE.

La vanne de barrage de gaz est installée sur le mur du hangar de stockage abritant la chaudière à gaz dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Sa localisation figure sur le plan des zones à risques du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un justificatif de la mise en place de la citerne souple avec la validation (essai de pompage) par le SDIS. Dans un premier temps fournir tout document attestant l'achat de cette citerne (facture, devis signé, ...)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant nous présente le rapport de vérification des installations électriques réalisé le 6 mai 2025 par la société SOCOTEC EQUIPEMENT à Saint-Quentin en Yvelines .</p> <p>L'exploitation n'employant aucun salarié ni stagiaire, ces vérifications peuvent être réalisées tous les 5 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Accès aux installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au site se fait par un chemin unique empierré et stabilisé suffisamment dimensionné et fermé par une barrière interdisant l'accès aux personnes extérieures non autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation en eau va augmenter au maximum de 2 556 m³ par an avec le projet de construction de deux nouveaux bâtiments d'élevage (éléments issus du dossier).</p> <p>L'exploitation dispose d'un forage déclaré pour un prélèvement annuel de 4000 m³. L'abreuvement</p>

des animaux et le nettoyage des bâtiments sont réalisés à partir du forage.
Le site étant localisé en ZRE (zone de répartition des eaux), les prélèvements via ce forage sont plafonnés au volume déclaré soit à 4000 m³ par an.
A partir de 4000 m³ les prélèvements seront réalisés via le réseau d'eau public. Un système de disconnection a été mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.

Constats :

Un compteur est présent mais les consommations d'eau ne sont pas relevées. L'exploitant indique avoir consommé environ 3500 m³ au cours de l'année 2025. Ces estimations sont réalisées via les enregistrements de consommation de l'eau d'abreuvement consignés quotidiennement sur les fiches d'élevage.

Le jour de la visite le compteur d'eau indique 46400 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- justifier de façon immédiate de l'enregistrement de vos consommations mensuelles d'eau depuis le forage.

- transmettre dans 6 mois les relevés mensuels de ces consommations depuis la date de l'inspection (46000 m³ le 25 février 2026).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **15 jours**

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé

Constats :

L'ouvrage a fait l'objet d'un don acte le 4 avril 2019. La tête du forage est intégrée dans un local protégé et fermé. Son pourtour est bétonné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Site de traitement spécialisé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.

Constats :

L'exploitant exporte une partie de ses fumiers vers la société de méthanisation Bioloie située à 400 mètres de l'élevage. Le contrat signé en 2023 concerne la reprise de 384 tonnes de fumier.

Lorsque les deux nouveaux bâtiments seront mis en service, la convention avec Bioloie sera modifiée et revue à la hausse pour un volume de 1050 tonnes/an.

Des bons de livraison pour l'année 2025 nous sont présentés. Au total environ 400 tonnes de fumier ont été repris par le méthaniseur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. Les superficies effectivement épandues ;
2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage

soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats :

Une partie des fumiers produits est épandue sur des parcelles mises à disposition par deux prêteurs de terres, Monsieur CONNIL Jean-Noël (107 tonnes) et le GAEC L'AUTRE CHEMIN (186 tonnes). Concernant Monsieur CONNIL Jean-Noël, des bordereaux de livraison cosignés sont réalisés, toutefois ils sont incomplets (contrôle du bordereau n°59351 du 18 juillet 2023) puisque le nom de la parcelle réceptrice, la superficie, la culture concernée ainsi que la quantité d'azote épandue ne sont pas renseignés.

Concernant le GAEC L'AUTRE CHEMIN, l'exploitant nous indique recevoir seulement les factures mais ne pas réaliser de bordereaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Compléter l'ensemble des bordereaux de livraison réalisés avec Monsieur CONNIL Jean-Noël de façon à ce que toutes les informations réglementaires soient renseignées (identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage épandus et les quantités d'azote correspondantes).

- De la même façon, réaliser des bordereaux de livraison avec le GAEC L'AUTRE CHEMIN.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande d'action corrective**

Proposition de délais : **2 mois**

N° 15 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées.

Constats :

Les MTD vérifiées correspondent à celles déclarées dans le dossier de réexamen mises à jour dans le dossier de modification de 2025, à savoir :

-MTD 5 : les prélèvements d'eau sont enregistrés quotidiennement dans le cadre du suivi de l'élevage, le nettoyage est fait avec nettoyeur à haute pression, l'abreuvement se fait à l'aide de pipette. L'eau liée au nettoyage des bâtiments doit également être enregistrée ;

- MTD 7 : les eaux résiduaires sont collectées et stockées dans une fosse extérieure de 400 m³ ;

- MTD 8 : les murs et plafonds sont bien isolés et l'éclairage se fait au moyen d'ampoules LED ;

- MTD 32 : la ventilation est de type dynamique dans tous les bâtiments ;

- MTD 14, 15 et 19 : une partie des fumiers est exportée vers une unité de méthanisation et est au préalable stockée sous une fumière couverte ;

- MTD 10 : les distances réglementaires sont respectées ;

- MTD 11 : présence de brumisation dans les bâtiments ;

-MTD 24 et 25 : calcul des excréments azote et phosphore (BRS) et calcul des émissions d'ammoniac (GEREP) réalisés chaque année, dont en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ».

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020

Constats :

La déclaration pour l'année 2025 a été réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

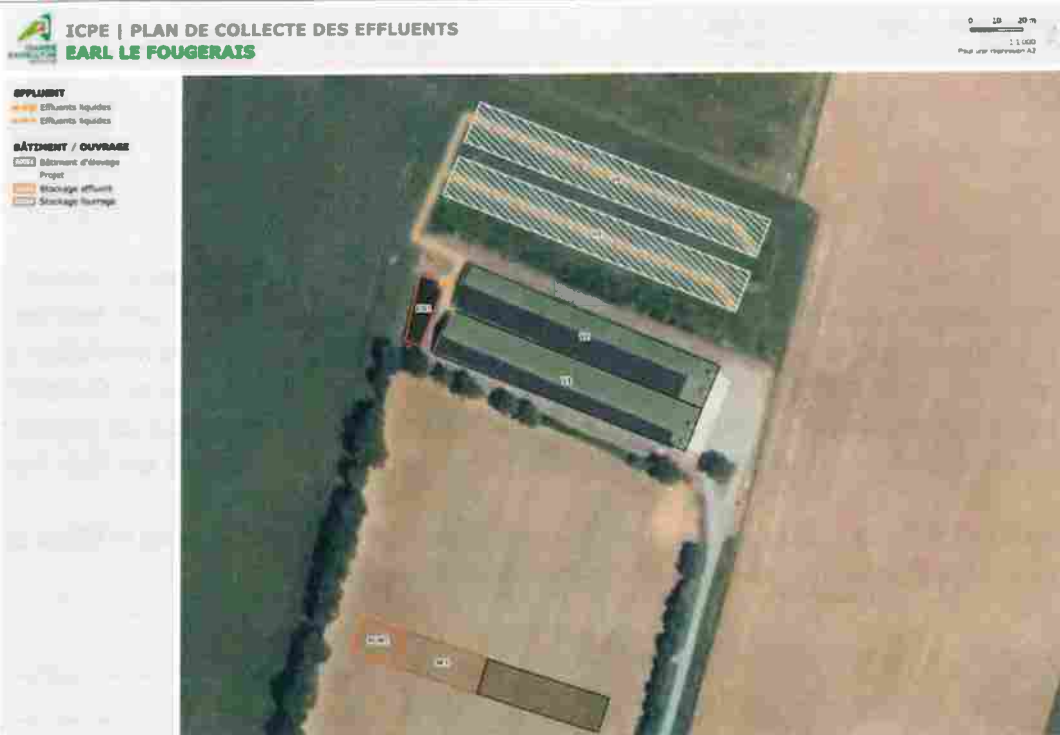
Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

Les eaux de lavage de tous les bâtiments sont récupérées via un réseau enterré dans une fosse géomembrane de 400 m³ située au bout des bâtiments d'élevage V1 et V2.

Cette fosse est entièrement clôturée, en revanche elle n'est pas signalée.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- signaler la présence de la fosse par l'apposition d'un panneau par exemple.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : **Demande de justificatif à l'exploitant**

Proposition de délais : **15 jours**